



ManKind Project : d'homme à « nouveau guerrier »
Un code QR en page 12



Des échanges de lait maternel sur Facebook
Notre article en page 7

Un rebrand minimaliste pour Joshua Perets
Notre article en page 8

Comment devenir végétalien en 30 jours?
Notre chroniqueur a tenté l'expérience

Lisez notre enquête en pages 4 et 5

**Derrière les laboratoires,
la détresse étudiante**

ÉDITORIAL

Nous rejoignons le Conseil de presse

Le Montréal Campus sera membre associé du tribunal honorifique dès juillet



JEANNE CLAVEAU-LAVIOLETTE,
CAMILLE DESJARDINS ET
CHARLES DESSUREAULT

Et si le *Montréal Campus* devenait le premier journal étudiant à adhérer au Conseil de presse du Québec, tribunal d'honneur du journalisme québécois? C'est avec beaucoup de fierté que l'on peut vous informer que le projet se concrétisera d'ici la fin du mandat de l'équipe actuelle du journal, en juillet 2026.

Évidemment, cette décision ne sort pas de nulle part. L'idée a germé il y a deux ans déjà d'une discussion avec Pierre-Paul Noreau, président de l'organisme, qui a rendu possible la création d'un tarif étudiant. Depuis, les réflexions se sont multipliées. La direction actuelle du *Montréal Campus* a présenté le projet à son équipe, puis à son conseil d'administration.

Il ne reste donc que quelques formalités administratives avant que votre journal étudiant soit membre associé de cette institution qui regroupe 29 membres réguliers ou associés, dont Radio-Canada, les Coops de l'information et la radio étudiante de l'UQAM, CHOQ.ca. Nous tenions à vous partager cette nouvelle, cher lectorat, mais aussi à vous en expliquer les raisons.

Cette année, notre équipe a voulu mettre les points sur les i en ce qui concerne nos règles déontologiques. Rejoindre le Conseil de presse, c'est avant tout adhérer à un seul et

même guide de déontologie.

Par le passé, le *Montréal Campus* s'inspirait des normes du milieu sans se référer à un cadre réglementaire unique. Cela ne signifie pas pour autant que nos contenus échappaient à toute rigueur. Les yeux d'au moins quatre personnes scrutaient et scrutent toujours chaque production écrite ou multimédia avant sa publication, afin d'en assurer la complétude, l'équilibre des parties et l'identification correcte des sources.

Certes, nous reconnaissons que l'absence de règles formelles, accessibles et clairement établies a pu créer un certain flou quant à notre déontologie. Des membres de la communauté uqamienne ont

exprimé des inquiétudes, voire de la méfiance envers le *Montréal Campus* à ce titre. Certaines de leurs critiques étaient fondées et nous les avons entendues. Nous cherchons par la présente à apaiser leurs préoccupations.

En adhérant au Conseil de presse, le *Montréal Campus* s'engage aussi à accepter la critique et à se soumettre à un mécanisme formel de traitement de plaintes, en cas de bévue déontologique. Rappelons que ce recours existait déjà : il a toujours été possible de déposer une plainte envers l'un de nos contenus, même sans que nous soyons membres du Conseil. Nous souhaitons rendre ce mécanisme plus visible et rappeler que toute personne estimant qu'un

manquement déontologique a été commis peut déposer une plainte auprès du Conseil.

La possibilité d'un blâme ne doit toutefois pas inquiéter nos collaborateurs et collaboratrices. Le *Montréal Campus* reste une école où l'on fait ses premières armes en journalisme et personne n'attend de vous la perfection déontologique.

Plus encore, le Conseil de presse n'exerce qu'un pouvoir de sanction morale et ne possède aucune autorité judiciaire ou coercitive. Vous pouvez respirer. Notre équipe sera là pour vous relire et vérifiera soigneusement chaque contenu avant sa publication afin d'assurer le respect des standards du Conseil de presse. Pour faire preuve de transparence

envers notre public, nous publierons dorénavant sur notre site Web toute plainte portée à notre égard qui a été retenue par le Conseil.

N'ayant pas énormément d'expérience dans le milieu professionnel, nous sommes conscient(e)s qu'il y a place à l'erreur malgré tous nos efforts. Nous vous assurons que nous faisons de notre mieux et que nous apprenons de nos faux pas. Toutefois, même si nous sommes étudiant(e)s, nous estimons qu'en adoptant les meilleurs standards journalistiques, soit ceux des professionnel(le)s, nous contribuerons à rendre plus crédible et rigoureux le travail de nos journalistes. À titre de membre associé, le *Montréal Campus* pourra désormais bénéficier de formations offertes par le Conseil de presse. Cela signifie davantage de rigueur dans l'ensemble de notre démarche et nous espérons sincèrement que cela transparaisse dans notre contenu.

Enfin, notre adhésion imminente au Conseil de presse se veut un gage de respect envers vous, notre lectorat. Nous espérons qu'elle contribuera à renforcer la crédibilité du *Montréal Campus* et à consolider le lien de confiance qui nous unit. Rejoindre ce tribunal honorifique, c'est, certes, ancrer durablement la déontologie dans la démarche campusienne, mais c'est aussi un engagement, y compris financier, envers la rigueur, la transparence et la déontologie.

Un engagement que nous léguons aux prochaines équipes du *Montréal Campus* avec fierté. Car un média n'est rien sans la confiance de son public. Bonne lecture de cette quatrième et dernière édition papier de l'équipe 2025-2026! ♦



ILLUSTRATION : KILIAN BEAUCHESNE, MONTRÉAL CAMPUS

À l'été 2026, le *Montréal Campus* deviendra officiellement membre associé du Conseil de presse du Québec.

Rédactrice en chef : Camille Desjardins | **Directrice de l'information :** Jeanne Claveau-Lavolette | **Directeur multimédia :** Charles Dessureault | **Cheffes du pupitre UQAM :** Élodie Bréniel et Léa Lemieux | **Cheffes du pupitre Société :** Justine Bouchard-Girard et Élise Lécaudé | **Cheffes du pupitre Culture :** Erika Laurendeau Echavarría et Maïté Paradis | **Chefs du pupitre Vidéo :** Tomy Tanguay et Gabriel Jullien | **Chef(fe)s du pupitre Radio :** Juliette Fournier et Pierre-Alexandre Larouche | **Correction :** Aurélie Lachapelle, Eloïc Potel et Sarah-Jeanne Tremblay | **Direction artistique :** Kilian Beauchesne et Allyson Caron-Pelletier | **Responsables de la promotion :** Justine Bertrand et Marianne Desjardins | **Vigies de la diversité et de l'inclusion :** Romy Clermont et Laurianne Núñez-Pelletier | **Impression :** Hebdo Litho. Cette édition a été réalisée grâce à la collaboration de l'École des médias.

Prière de recycler ce papier journal



PUBLICITÉ :

Accès média : 514.524.1182
info@accemedia.com

Dépôt légal : Bibliothèque nationale
du Québec- Bibliothèque nationale
du Canada



est publié par les Éditions Montréal
Camping inc.

CP. 8888 succ. Centre-Ville,
Montréal (QC) H3C 3P8

Suivez le *Montréal Campus* sur le Web

www.montrealcampus.ca

montrealcampus@gmail.com

VIE ASSOCIATIVE



Chronique

Des associations déplorent une baisse de mobilisation étudiante



JULIETTE BENOÎT

Malgré sa réputation d'université engagée, l'UQAM subit une baisse de mobilisation étudiante depuis la pandémie. Un désengagement coûteux pour les associations étudiantes et qui témoigne d'un vaste mépris envers la démocratie directe, selon un expert.

Au début de la session d'automne 2025, trois membres portaient le comité exécutif de l'Association des étudiant(e)s de la maîtrise et du doctorat en communication (AÉMDC) sur leurs épaules alors qu'ils et elles sont habituellement huit.

La responsable aux communications de l'AÉMDC, Malika Alaoui, a lancé un cri du cœur par courriel, en octobre 2025, pour annoncer la mort certaine de l'association, faute de relève. « [Après mon courriel], on a reçu énormément de messages de gens [...] qui ne voulaient pas que l'association n'existe plus. Il y a plein de gens qui sont venus à nos assemblées générales par après », selon Malika. Toutefois, cet engouement soudain n'a pas duré.

Une faible participation

À l'automne 2024, l'Association des baccalauréats interdisciplinaires des champs d'études politiques (ABICEP) a dû reporter sa première assemblée générale de budget à défaut d'atteindre le nombre minimal de participant(e)s requis(es). Ce report a mené à l'ajournement ou à l'annulation d'activités, selon la coordonnatrice générale de l'ABICEP, Annabelle Vellone-Richard. « Ça a pris du temps avant que le comité exécutif puisse commencer à offrir des services à nos membres, faute de budget adopté », explique-t-elle.

L'ABICEP a donc dû payer les trois personnes qui exercent les rôles de président(e), de secrétaire et de gardien(ne) du senti en assemblée générale à deux reprises plutôt qu'une. « C'est ironique, mais, à l'UQAM, on dirait que la mobilisation est plus difficile à faire qu'ailleurs », observe le coordonnateur au réseautage



PHOTO : KILIAN BEAUCHESNE, MONTRÉAL CAMPUS

L'AÉMDC a annoncé qu'elle pourrait cesser ses activités, faute de relève.

de l'Association des étudiants et étudiantes en droit (AED), Brendan Le Rossignol.

L'AED dit recevoir beaucoup de candidatures pour le comité exécutif, contrairement à plusieurs autres associations. C'est plutôt par un manque d'engouement pour ses activités, comme ses panels ou ses conférences, que la baisse de mobilisation se fait ressentir. Pour des événements similaires, les comités de droit de l'Université de Montréal vendront leurs billets plus rapidement que ceux de l'UQAM, explique-t-il.

Diverses causes

En 2024, des travaux ont empêché l'accès au local de l'AÉMDC pendant presque un an. « Le fait qu'il n'y avait plus d'espace pour se retrouver, je pense que ça a contribué au fait que les gens étaient moins impliqués », déplore Malika Alaoui. Selon elle, des conflits au sein du comité exécutif durant cette période ont également découragé les membres à s'impliquer. Quand le local est redevenu accessible en décembre, « les gens étaient habitués à ce qu'il n'y ait plus rien », explique-t-elle.

Marc-André Cyr, chargé de cours en science politique à l'UQAM, associe la baisse de mobilisation à une tendance plus globale de rejet des institutions de démocratie directe.

« L'idéologie dominante semble avoir de moins en moins de respect pour les formes de démocraties qui ne décident pas par le haut comme les parlements, estime-t-il. On a vu beaucoup d'attaques contre le mouvement étudiant dans la presse qui

considère, à tort, que ce ne sont pas des espaces démocratiques. »

Selon ce spécialiste, ce discours de rejet des institutions de démocratie directe aurait trouvé écho plus largement auprès de la communauté étudiante. « Malheureusement, les gens ne croient pas que ces institutions permettent de réellement débattre et faire avancer les choses », se désole M. Cyr. « Si on ne prend pas bien soin des [associations étudiantes], elles risquent de ne plus être efficaces et d'être marginalisées de plus en plus », met-il en garde.

La responsable aux communications à l'AÉMDC croit que rémunérer les heures de travail au sein des associations pourrait inciter davantage de personnes à s'impliquer. Un salaire pour un rôle qui est important, considère-t-elle. « On reçoit des courriels de détresse pour des problèmes par rapport à l'immigration, pour un problème avec un professeur, fait valoir Malika, citant l'importance des associations étudiantes. On ne fait pas juste organiser des *partys*. »

*L'autrice est membre de l'Association des baccalauréats interdisciplinaires des champs d'études politiques (ABICEP).

**Malika Alaoui a fait partie de l'équipe du Montréal Campus de 2021 à 2023. ☺

6 des 7

associations facultaires de l'UQAM ont actuellement des postes vacants dans leur comité exécutif

*Selon leurs sites Web et les informations transmises par certaines d'entre elles.

Notre université reste branchée sur le passé



LÉA LEMIEUX

Mais où est passée l'UQAM app? Avons-nous raté ses funérailles? Notre application uqamienne a disparu en silence, à l'hiver 2025. Depuis, nous sommes encore devant le frustrant constat que notre université s'entête à nous rejoindre par des canaux de communication traditionnels, qui sont, oserai-je dire, souvent dépassés.

Pour tout dire, sors ton « ordi-nosaure », ta boîte de courriels, ton parchemin et ta plume, c'est ainsi que les messages se passent à l'UQAM! Je dramatise, mais j'ai sincèrement l'impression que l'Université ne rejoint pas les étudiant(e)s là où ils et elles sont. D'abord, le système offert à l'UQAM pour avoir accès à nos documents administratifs est totalement décentralisé. Impossible de retrouver notre portail étudiant, Moodle et nos ressources d'aide en un seul clic. Il faut accéder à plusieurs sites Web différents.

L'application mobile a envahi nos téléphones depuis belle lurette. Alors, chère UQAM, où est la nôtre? Oublions Alertes UQAM, une plateforme à l'utilité restreinte, ignorée par plusieurs et remplaçable par l'envoi de bons vieux courriels d'alarmes de feu qui sont tout autant impertinents.

Certain(e)s me diront que l'UQAM a déjà eu une application. C'est vrai, la fameuse UQAM app a existé de 2018 à 2025. Développée par un étudiant pour les étudiant(e)s, cette plateforme offrait aux uqamien(ne)s un accès direct au portail étudiant, à l'horaire de cours, à Moodle, à Outlook, en plus d'être une vitrine pour les médias étudiants comme le nôtre. « Les gens trouvaient ça cool que tout soit centralisé », explique son fondateur, Vincent de Lafontaine, qui était étudiant au Baccalauréat en informatique et génie logiciel de 2014 à 2020. Il s'agissait d'une initiative étudiante et non d'une application officielle de l'université.

Toutefois, l'UQAM app a récemment été « débranchée ». Vincent, qui a terminé ses études, n'a plus de temps à consacrer à ce projet qu'il faisait « sur [son] temps, gratuitement ». De surcroît, l'UQAM a « modernisé son processus d'authentification », avance-t-il. En bref, les plateformes et comptes uqamiens sont plus « sécuritaires », donc un(e) étudiant(e)

d'aujourd'hui ne pourrait plus offrir la même application sans autorisation de l'Université, dit Vincent. « Si j'avais voulu aller plus loin avec l'idée d'une application, ça aurait pris une plus grande collaboration avec l'UQAM, des permissions spéciales et tout ça », affirme celui qui est maintenant analyste informatique à l'université.

Dans le cadre de son emploi, il assure avoir « soulevé l'idée d'avoir une application mobile » aux Services informatiques. Mais ceux-ci auraient « d'autres priorités plus importantes en ce moment », même si l'UQAM ferait un « effort », selon Vincent, pour moderniser son offre technologique.

Notre université n'est pas un cas isolé : plus de la moitié des universités québécoises n'ont pas de telle plateforme pour leurs étudiant(e)s. Évidemment, développer une application est complexe, mais rappelons qu'Apple a démocratisé le concept avec le lancement de l'App Store en 2008... il y a près de 20 ans.

« Je me rappelle très bien que je lisais les articles du *Montréal Campus*, parce que j'avais une porte d'entrée rapide là-dessus », évoque Vincent. Imaginez si nous avions une application UQAM regroupant toute la paperasse universitaire sérieuse et une autre application UQAM servant de vitrine aux comités et médias étudiants. Des canaux de communication adaptés à nos réalités et à nos besoins. Pour l'application de comités et de médias, « ça devrait probablement plus être une initiative étudiante pour que les étudiants puissent garder un contrôle sur le contenu et une certaine orientation » sans interférence de l'UQAM, estime Vincent.

Un calendrier des événements des comités et associations, une liste des activités parascolaires offertes, notre radio et nos journaux étudiants, tous et toutes sur une même application, par nous et pour nous. Intéressant, non? D'autant plus que nous remarquons tous et toutes un manque d'engagement étudiant dans nos associations étudiantes et dans certains comités, comme dans notre cher *Montréal Campus*. Même si ce constat m'attriste, il ne me surprend pas. Tant étudiant(e)s que l'UQAM, nous ne nous donnons pas les moyens d'aller chercher ceux et celles qui sont désinvesti(e)s et désintéressé(e)s. Avec ces idées, je fais le pari qu'avec deux applications, une institutionnelle et une étudiante, nous pourrions mieux communiquer et ainsi mieux s'entendre. ❖



ENQUÊTE

Des conditions de travail difficiles



CHANYA SEDION ET ZOÉ VACHON

Plusieurs étudiant(e)s aux cycles supérieurs à la Faculté des sciences dénoncent des conditions de travail difficiles dans les laboratoires de l'UQAM, malgré la mise en place d'une entente d'encadrement obligatoire depuis 2025.

« [Ma maîtrise] a gâché toute mon expérience au Canada », lâche Marjorie Collette, ancienne étudiante en biologie à l'UQAM ayant complété sa maîtrise en 2024.

Marjorie raconte ne pas s'être sentie accompagnée par sa directrice de recherche lors de ses études. « Ce sont mes collègues qui m'ont dit ce que je devais faire, quand je devais présenter la première partie de mon projet au jury », raconte-t-elle à propos de son arrivée au laboratoire.

Elle affirme qu'il était « difficile d'entrer en contact » avec sa directrice et d'obtenir une réponse ou une correction, ce qui pouvait occasionner des retards sur son projet.

Marjorie est l'une des dix ex-étudiant(e)s et étudiant(e)s aux cycles supérieurs en biologie, chimie, ou biochimie avec qui le *Montréal Campus* s'est entretenu. L'anonymat a été accordé à ceux et celles décrivant des conditions de travail similaires à Marjorie et qui craignent des représailles sur leur parcours universitaire ou professionnel s'ils et elles en parlent publiquement.

« J'ai beaucoup déprimé »

Selon Marjorie, les attentes de sa professeure changeaient selon son « humeur ». « Elle m'a dit : "tu gères ton temps comme tu veux" [...], mais le jour où elle décidait que tout le monde devait être là et que tu n'étais pas là, tu pouvais te faire engueuler », raconte l'étudiante française.

Lorsqu'elle ne s'est pas présentée une journée pour « récupérer » après avoir travaillé du matin au soir pendant 14 jours consécutifs, elle dit s'être fait « crier dessus » et « menacer » de se faire renvoyer de sa maîtrise. « J'ai beaucoup déprimé. Je suis restée chez moi enfermée, je n'avais pas envie de sortir », souffle-t-elle.



PHOTO : ALLYSON CARON-PELLETIER, MONTRÉAL CAMPUS

Une dizaine d'étudiant(e)s et d'ancien(ne)s étudiant(e)s de programmes de sciences à l'UQAM ont raconté au *Montréal Campus* avoir eu des expériences de travail négatives dans les différents laboratoires de l'université. L'ex-étudiante de l'UQAM Marjorie Collette garde des souvenirs très amers de ses études.

La directrice de recherche de Marjorie, Cassandre Lazar, considère plutôt qu'elle n'a pas « usé de violence verbale » à l'endroit de son étudiante. La professeure au Département des sciences biologiques affirme lui avoir proposé « des actions pour mener à bien son projet » ainsi qu'une réorientation de sa supervision de recherche, ce qu'elle aurait refusé.

Toujours selon M^{me} Lazar, une situation exceptionnelle aurait aussi retardé le processus d'évaluation. « En aucun cas mon intention n'a été de la renvoyer de sa maîtrise », a-t-elle écrit par courriel au *Montréal Campus*.

Comme Marjorie, Paul*, étudiant en biochimie ayant obtenu son diplôme en 2025, s'est aussi senti laissé à lui-même en raison de l'absence récurrente de sa directrice de recherche. Bien que cette dernière ne soit pas obligée d'être constamment au laboratoire, il est nécessaire pour des étudiant(e)s comme lui d'entrer en contact avec leur direction de recherche pour l'interprétation

des résultats d'expérience ou des signatures de documents. Paul aurait aussi vécu des difficultés d'ordre financier.

« Les gens ont vraiment peur. Ils ont vraiment peur de venir nous voir et que ça leur nuise »

Stéphanie Girard, déléguée aux affaires académiques de l'AESS

Paul se serait fait promettre une certaine quantité d'argent en bourses par sa directrice de recherche, un montant qu'il n'a pas reçu en totalité. Il s'est plaint aux responsables de son programme, sans succès. « Ils m'ont dit : "c'est un problème entre toi et ta direction" », déplore Paul.

Ces difficultés lui causaient de l'anxiété au point où il a dû aller chercher de l'aide psychologique. « C'était un frein à l'épanouissement de mon projet et à d'autres facettes de ma vie, parce que je n'étais jamais capable de déconnecter », dit-il.

Le directeur du Département de chimie, David Dewez, mentionne qu'il existe du soutien pour les étudiant(e)s qui ont des problèmes avec leur direction de recherche. Il nomme la direction du programme, le Bureau du respect des personnes et la protectrice universitaire.

La situation est plus complexe aux yeux de l'Association étudiante du secteur des sciences (AESS), autre instance à laquelle les étudiant(e)s peuvent porter plainte. « Les gens ont vraiment peur. Ils ont peur de venir nous voir et que ça leur nuise, [...] que [l'ambiance] soit pire dans leur laboratoire », affirme la déléguée aux affaires académiques de l'AESS, Stéphanie Girard.

Depuis qu'elle occupe ce poste, elle reçoit environ deux plaintes d'étudiant(e)s par session. Durant la session d'hiver 2025, l'AESS a géré cinq cas de plainte, dont un

qui concerne à lui seul l'entièreté des étudiant(e)s d'un même laboratoire. Selon la déléguée, les chiffres ne sont pas représentatifs de la réalité, car les étudiant(e)s n'osent pas demander de l'aide auprès des instances existantes, craignant d'empirer leur situation.

« C'est vraiment facile de savoir qui a fait la plainte et de subir [...] les changements de dynamiques pendant cinq ans », explique Paul. Comme les laboratoires sont souvent constitués de petites équipes, il craignait d'être facilement identifiable au cas où une plainte serait formulée.

Bénévole ou employé(e)?

Comme leur recherche en laboratoire n'est pas considérée comme un emploi, les étudiant(e)s n'ont pas de contrat légal ni de salaire, mais peuvent tout de même recevoir une bourse pour leurs études aux cycles supérieurs.



pour des étudiant(e)s en laboratoire

Depuis la session d'hiver 2025, après la fin de la maîtrise de Marjorie, les étudiant(e)s doivent signer une entente d'encadrement obligatoire avec leur professeur(e). Ce document vise à « clarifier les attentes mutuelles ainsi que les rôles et responsabilités des deux parties », selon l'UQAM.

Issu d'une recommandation du rapport du Bureau de la protectrice universitaire paru en 2021 à la suite des plaintes étudiantes, il doit être revu annuellement par l'étudiant(e) et le ou la professeur(e).

La présidente du Syndicat des professeurs et professeures de l'UQAM (SPUQ), Geneviève Hervieux, dit n'avoir reçu « aucun écho favorable ou défavorable de la part des professeurs » quant aux ententes d'encadrement obligatoires.

Elle précise que cette mesure « est dans l'intérêt de tout le monde », car il peut aussi arriver que des professeur(e)s vivent des difficultés avec un(e) étudiant(e).

Malgré l'introduction de ces ententes d'encadrement, des problématiques demeurent selon les étudiant(e)s interrogé(e)s par le *Montréal Campus*.

Des expériences variées

Alex*, un ancien étudiant en biologie aux cycles supérieurs, affirme avoir connu « les deux côtés de la médaille ». « J'ai eu quelqu'un au doctorat qui était parfait [...] et j'ai eu quelqu'un à

la maîtrise qui était complètement catastrophique », explique-t-il. Il rapporte que la charge de travail était « beaucoup trop élevée », car sa directrice lui aurait demandé de travailler sur d'autres projets que le sien.

Durant la session d'hiver 2025, l'AESS a géré cinq cas de plainte, dont un qui concerne à lui seul l'entièreté des étudiant(e)s d'un même laboratoire.

Selon Alex, elle serait allée jusqu'à lui prendre son agenda pour y écrire les heures où il devait être présent en laboratoire. Il affirme avoir songé à quitter le domaine de la recherche après son expérience à la maîtrise.

« Ça m'a fait prendre conscience qu'il ne faut vraiment pas que je prenne la première opportunité », souligne-t-il. Selon lui et d'autres étudiant(e)s interrogé(e)s, le problème n'est pas l'ensemble du corps professoral, mais plutôt l'absence de soutien aux personnes qui pourraient vivre des difficultés dans leur relation avec leur directeur ou directrice de recherche.

Selon Geneviève Hervieux, la rareté croissante des subventions pour la recherche que les professeur(e)s tentent d'obtenir crée un climat de « compétition » qu'ils et elles transmettent parfois à leurs étudiant(e)s. « Des fois, [les exigences des professeur(e)s] ne viennent pas d'une volonté de tout contrôler, mais de la pression de devoir publier et sortir des articles », indique la présidente du SPUQ.

« Work in progress »

La porte-parole de l'UQAM, Jenny Desrochers, souligne que les ententes d'encadrement demeurent un « work in progress ». Contactée en novembre par le *Montréal Campus* au sujet des problèmes vécus par des étudiant(e)s aux cycles supérieurs, la Faculté des sciences a ensuite vérifié l'ensemble des gabarits d'ententes d'encadrement, selon M^{me} Desrochers.

Des « lacunes » ont été identifiées dans l'entente modifiée de biochimie, a expliqué la directrice du Département des sciences biologiques, Catherine Mounier. Selon elle, l'entente permettait aux professeur(e)s d'imposer trop d'exigences envers leurs étudiant(e)s, notamment en termes du nombre d'heures passées à l'université.

Depuis, les ententes de biochimie ont été suspendues, affirme M^{me} Desrochers, et une version révisée devra être signée avant la fin

de la session par les étudiant(e)s et leurs directions de recherche. Questionnée sur les conséquences pour les professeur(e)s en cas de non-respect de l'entente d'encadrement, la vice-doyenne à la recherche de la Faculté des sciences, Isabelle Marcotte, souligne l'approche « collégiale » de l'UQAM. Des discussions supervisées par la direction de programme entre l'étudiant(e) et la direction de recherche sont encouragées en cas de conflits.

Mais ce n'est pas suffisant pour l'AESS. « [L'entente], c'est juste un outil. C'est là que ça s'arrête », lâche Stéphanie Girard, qui juge qu'il n'existe pas de conséquences concrètes pour les professeur(e)s qui manqueraient au respect de l'entente d'encadrement.

Ce sentiment est partagé par Marjorie, qui pense que le « statut de pouvoir » des professeur(e)s rend l'entente inefficace. Pour elle, l'étudiant(e) en quête de diplôme ne dénoncera pas un(e) professeur(e) par peur « de se faire virer » de sa maîtrise ou de son doctorat. Paul dit ne pas « croire au processus [de plainte] en ce moment ». Comment changer les choses, selon lui? Il faut « démontrer qu'il y a un impact. [...] une conséquence tangible envers les professeurs, qui sont généralement intouchables », croit-il. 🗣️

Avec la collaboration d'Eve Bernier

**Prénoms fictifs afin de protéger l'anonymat des étudiant(e)s*



PHOTO : ALLYSON CARON-PELLETIER, MONTRÉAL CAMPUS

Une entente d'encadrement doit être conclue puis signée par l'étudiant(e) aux cycles supérieurs et son ou sa professeur(e) depuis la session d'hiver 2025. Un an plus tard, le *Montréal Campus* constate que des lacunes demeurent et que des étudiant(e)s vivent encore certaines problématiques.

GRÈVE ÉTUDIANTE

L'UQAM plie et annule les frais de poursuite

JULIANNE MONDOLONI

L'UQAM a cédé. Le recteur Stéphane Pallage a annoncé le 25 mars l'annulation des frais de poursuite aux cycles supérieurs et des frais technologiques. Cette décision met fin aux frais de 457,40 \$ par session imposés à près de 700 étudiant(e)s depuis cet hiver. L'entièreté des étudiant(e)s ayant déjà payé pour la session d'hiver 2026 seront automatiquement remboursé(e)s, a assuré le recteur par courriel.

Interrogé le 2 avril dernier par le *Montréal Campus*, le recteur a admis que « l'instauration de ces frais de poursuite s'est faite sur des bases erronées ». S'il n'exclut pas de futures contributions pour pallier les besoins budgétaires de l'UQAM, il a promis qu'elles seront « légales » et établies en collaboration avec les associations étudiantes.

L'article complet est disponible sur le site Web du Montréal Campus.



Le recteur Stéphane Pallage

PHOTO : ALLYSON CARON-PELLETIER, MONTRÉAL CAMPUS

Chronique

Punch n'est pas juste mignon, il est captif



JUSTINE BOUCHARD-GIRARD

« Awww, pauvre petit singe, il s'est fait abandonner », déplore mon amie en voyant la vidéo d'un macaque qui se fait violemment rejeter par ses pairs. Ce qui fait pitié dans cet extrait, selon moi, ce n'est pas le rejet de cet animal, mais plutôt son état de captivité et celui de ses semblables.

Punch le singe, qui s'est fait abandonner par sa mère à la naissance et qui a jeté son dévolu sur une peluche à l'effigie d'un primate, est devenu viral en février dernier. Les gens viennent maintenant des quatre coins du monde pour voir l'animal au zoo d'Ishikawa, au Japon. L'engouement est tel que son fameux toutou du IKEA est en rupture de stock au Japon et aux États-Unis.

À mon avis, l'entreprise d'origine suédoise a instrumentalisé la souffrance de Punch en profitant de l'engouement médiatique autour de cette histoire pour faire la publicité de ce produit. Ça m'a dérangé que la multinationale IKEA fasse du profit grâce à un singe en captivité.

Du même à la publication Instagram en passant par les articles de journaux, le cadrage médiatique de l'événement met l'accent sur l'abandon du macaque. Cependant, je crois que c'est sur le concept même du zoo qu'on devrait se pencher. Le rejet familial chez les singes peut être lié à une situation de stress. Être en captivité dans un zoo peut être stressant pour certains primates, selon un mémoire rédigé en 2024 par des organismes spécialisés en protection des animaux.

Depuis que je suis toute petite, j'ai un malaise avec le concept d'enfermer des animaux et de faire payer les gens pour les regarder. Mes parents n'ont jamais voulu aller au Zoo de Granby et, d'ailleurs, je n'ai jamais ressenti l'envie d'y aller moi non plus. Je suis consciente que plusieurs zoos sont considérés comme des centres de conservation parce qu'ils permettent de « venir au secours » de certaines espèces menacées et parce qu'ils contribuent à les étudier. Toutefois, trop souvent, ces parcs zoologiques enferment des animaux qui ne sont pas en voie d'extinction dans le simple but de divertir une clientèle. ❖

Juste au Canada, il existerait entre 100 à 150 attractions fauniques, selon des données fournies au Sénat en 2022 par la société de Protection mondiale des Animaux. Des organismes et des expert(e)s s'entendent pour dire que, même dans de bonnes conditions, il peut être préjudiciable pour une bête d'être en captivité. Par exemple, ils et elles observent de la souffrance psychologique et comportementale chez certains animaux captifs, ainsi que des risques élevés de problèmes de santé.

Il y a dix ans, une autre histoire qui illustre les dérives d'un parc zoologique m'a particulièrement marquée. En 2016, un gorille nommé Harambe a été abattu au Zoo de Cincinnati, aux États-Unis, parce qu'un petit garçon était tombé dans son enclos. Des employé(e)s du zoo l'ont tué pour sauver l'enfant. Le primate était âgé de 17 ans et il était en parfaite santé. Ce qui est ironique dans cette histoire est que Harambe appartient à une espèce menacée. Néanmoins, ce n'est pas la nature qui a causé sa perte, mais l'endroit où il a été placé dans le but d'être « conservé ».

Cette nouvelle avait relancé le débat sur la légitimité des zoos et sur l'importance d'avoir des refuges animaliers éthiques pour élever des bêtes en voie d'extinction. D'où le besoin, à mon avis, d'avoir des sanctuaires qui priorisent le bien-être des animaux plutôt que le divertissement des humains(e)s.

D'ailleurs, à Vancouver, au sommet de la montagne Grouse, accessible grâce à une randonnée pédestre, il y a un sanctuaire sauvage. J'ai pu y observer gratuitement des grizzlis dans leur environnement naturel. Il y avait un grillage pour indiquer au public la limite à ne pas dépasser pour éviter de perturber les bêtes. C'était aux randonneurs et randonneuses de s'adapter à l'habitat de ces ours orphelins rescapés par le refuge. Les grizzlis semblaient jouir d'une plus grande liberté que les humains. Et, pour éviter toute nuisance, il était interdit de les nourrir. C'est précisément ce respect de la vie sauvage, loin du spectacle organisé, qui devrait dicter nos choix.

Pourtant, la réalité est souvent toute autre. Le cas de Punch l'illustre bien. En payant pour aller voir ce mignon macaque dans un parc zoologique, plusieurs encouragent, peut-être sans le savoir, la souffrance animale. ❖



SOCIÉTÉ

PORTRAIT

Émily Fleming-Dubuc

L'Inuk qui milite sur les réseaux sociaux



LAYLA KAPPOS ET ELLIOT LAMBERT

Femme Inuk et étudiante en travail social à l'UQAM, Émily Fleming-Dubuc utilise les réseaux sociaux pour éduquer sur les enjeux autochtones et lutter contre le colonialisme. Ayant gagné en popularité après l'abandon du projet de réforme de l'industrie forestière, elle vit aujourd'hui avec une visibilité à double tranchant.

Émily Fleming-Dubuc s'est fait connaître à travers son contenu sur TikTok durant la pandémie. C'est d'ailleurs pendant cette période qu'elle s'est reconnectée à sa culture, n'y ayant été que très peu exposée durant son enfance. « Il y a eu cette envie-là de reconnexion », raconte-t-elle, en entrevue au *Montréal Campus*.

Les réseaux sociaux sont, pour elle, une manière de s'impliquer en tant que militante, malgré un horaire chargé. Mère monoparentale, intervenante spécialisée dans un hôpital psychiatrique, boxeuse de compétition et étudiante en travail social, M^{me} Fleming-Dubuc se dit « toujours occupée ». « Même en congé [ma famille] en profite pour aller marcher dans une manifestation », confie-t-elle. L'étudiante de 31 ans a gagné en popularité en juin 2025, lorsqu'elle a utilisé ses réseaux pour documenter sa lutte contre le projet de loi 97, qui a finalement été abandonné en septembre 2025. Ce dernier visait à restructurer l'industrie forestière à travers la province et il était largement décrié par les

communautés autochtones, qui craignaient de ne pas être consultées lors de l'exploitation du territoire.

« Un exemple à suivre »

D'après Xavier Watso, créateur de contenu, l'engagement d'Émily Fleming-Dubuc a été déterminant dans l'abandon du projet par le gouvernement. « Elle a eu un énorme impact non seulement sur la résolution finale, mais surtout sur l'opinion publique », estime l'Abénakis.

« Elle se bat pour la justice, pour que l'on reconnaisse nos droits »

Joséphine Bacon, aînée en résidence à l'UQAM

Son contenu, affirme M^{me} Fleming-Dubuc, est à l'intersection de l'infodivertissement et de l'appel à la mobilisation. Elle dit avoir atteint ses objectifs d'éducation lorsque ses publications arrivent à engager des discussions. « [Lorsque mon contenu soulève] un débat politique, moi, je trouve que c'est réussi », soutient la créatrice de contenu. Son engagement social inspire Xavier Watso. « C'est un exemple à suivre. Je la trouve extraordinaire. Ça me fait penser à

mes beaux jours de militance sur Facebook. [...] Je vois en elle cette flamme de la jeunesse », clame la personnalité publique.

« Elle a foi en l'humain. Que quelque part, tous les humains doivent porter une justice », mentionne Joséphine Bacon, aînée en résidence à l'UQAM, qui dîne régulièrement avec elle dans les locaux du NISKA.

En mars 2026, son compte TikTok cumule plus de 51 000 abonné(e)s et elle a plus de 10 000 abonné(e)s sur Instagram. Alors que cette nouvelle portée lui permet de sensibiliser et mobiliser un plus grand nombre d'internautes, elle génère aussi des effets pervers. Une cinquantaine de menaces de mort ou d'insultes jonchent chaque jour les messages privés de la militante Inuk. « C'est aussi ça, être une femme autochtone qui prend la parole publiquement et sur les réseaux sociaux », dénonce-t-elle. Pour se défendre face à ces attaques, elle les publie, en affichant le nom des auteurs et autrices des insultes. La haine envers les femmes autochtones transforme leur relation envers les plateformes, selon Xavier Watso et M^{me} Fleming-Dubuc. « Cette violence-là, c'est une censure pour d'autres créatrices », dit-elle.

Dynamisme

La créatrice de contenu rapporte au *Montréal Campus* qu'il lui arrivait de remettre en question sa manière de dénoncer et d'éviter parfois de publier des capsules réactionnaires impulsives. « Avec la violence que je reçois [...], j'essaie de [publier] de manière beaucoup plus éducative, pour que les gens me voient moins dans la confrontation », précise-t-elle. Selon Joséphine Bacon, son dynamisme est parfois confondu pour de l'impulsivité. « C'est quelqu'un qui se bat pour la justice, pour que l'on reconnaisse nos droits. Elle n'est pas militante juste pour militer », juge M^{me} Bacon. L'écrivaine Natasha Kanapé Fontaine, Xavier Watso et l'artiste multidisciplinaire Catherine Boivin font partie de ceux et celles qui inspirent Émily Fleming-Dubuc et qu'elle aime voir sur ses écrans. Elle souhaite une meilleure représentation autochtone dans les espaces publics. « Comment voulez-vous que les gens se sentent représentés quand les médias montrent le Québec, mais sans nous? », dénonce la militante Inuk. ❖



ILLUSTRATION : ELLIOT LAMBERT, MONTRÉAL CAMPUS

La créatrice de contenu Inuk Émily Fleming-Dubuc cumule plus de 50 000 abonné(e)s sur son compte TikTok et plus de 10 000 sur sa page Instagram.



SOCIÉTÉ

Leur lait dans mon biberon

Le partage informel de lait maternel a la cote sur Facebook



JULIANNE MONDOLONI

Faute d'accès à une banque de lait maternel publique, certaines mères québécoises se tournent vers le partage informel pour nourrir leur bébé, souvent via les réseaux sociaux. Une pratique jugée « risquée » par Santé Canada.

Dans son salon de Sherbrooke, Élixa Thériault St-Laurent donne le biberon à sa fille de six mois. La nourrissonne ne boit pas seulement son lait, mais aussi celui d'autres mamans. « Dans ma tête, l'allaitement allait de soi. C'est la chose naturelle », confie l'orthopédoque.

Mais la nature ne suit pas toujours le plan prévu. Dès les premiers jours de la tétée, la femme de 28 ans a appris qu'elle souffre d'un vasospasme persistant, une constriction des vaisseaux sanguins qui provoque des douleurs et une sensation de brûlure lors de l'allaitement. Si ce trouble ne bloque pas mécaniquement la sortie du lait, la douleur et le stress minent sa production. Après avoir pris des médicaments pour stimuler sa lactation et consulté au moins six spécialistes, Élixa a dû faire le deuil de l'allaitement exclusif. « J'ai vraiment beaucoup pleuré », confie-t-elle au *Montréal Campus*.

La solution est venue de sa belle-sœur, Rachel, qui avait accouché une semaine plus tôt et qui produisait suffisamment de lait pour en partager le surplus. « Ça m'a vraiment touchée », confie la jeune mère, qui se sentait alors « seule et désespérée ».

Ce geste crée un déclic en elle. En cherchant en ligne, Élixa découvre plusieurs groupes Facebook où des mères québécoises proposent de vendre ou de donner leur lait. Elle finit par accepter les dons de deux femmes qui avaient appris que leur bébé souffrait d'allergies alimentaires alors que leur lait avait déjà été tiré et congelé. Plutôt que de jeter le fruit de leur labeur, elles préféreraient le donner, explique Élixa.

Facebook, un réseau lacté

Alexandra Durand, elle, n'a pas eu d'autre choix que de se tourner dès le départ vers ces groupes. « J'ai reçu des dons de quatre mamans différentes via les groupes Facebook », explique



PHOTO FOURNIE PAR HÉMA-QUÉBEC

Le lait maternel fourni par la banque de Héma-Québec provient de dons et n'est offert qu'aux bébés prématuré(e)s né(e)s à 32 semaines ou moins.

l'éducatrice canine de Mercier, en Montérégie. Après une naissance provoquée médicalement à 38 semaines de grossesse suivie d'une hémorragie massive qui lui a fait perdre près de la moitié de son sang, Alexandra présente une production de lait infime.

Pour tenter d'augmenter sa production, la mère de 25 ans a suivi tous les conseils des spécialistes en allaitement. « Je mettais mon fils au sein chaque heure et je me pompais jour et nuit, toutes les deux ou trois heures », raconte-t-elle.

Pas question pour elle de se rabattre sur les préparations commerciales pour nourrissons. « Je voulais les bienfaits du lait maternel », dit-elle. Un choix conforme aux recommandations de Santé Canada, qui préconise « un allaitement exclusif jusqu'à l'âge de six mois ».

Dix semaines après son accouchement, Alexandra se tourne vers le don informel de lait maternel, avec l'aval de son médecin. Le soulagement est tel que, deux semaines plus tard, la jeune mère choisit

de nourrir son fils exclusivement avec le lait d'autres mères.

Pour Sheena Ko, mère d'un bambin de huit mois, le recours au partage de lait maternel via des groupes Facebook s'est imposé presque naturellement dès le début. La musicienne doit parfois se séparer de son fils pour se produire en spectacle. L'idée lui est venue d'une amie new-yorkaise, habituée à ce système de partage. « Je préfère qu'il boive du lait maternel que de la formule [de lait maternisé] », explique-t-elle.

L'informel comme seule option

Au Québec, la seule banque de lait publique est gérée par Héma-Québec. « Mais l'accès est très limité », explique Isabelle Michaud-Létourneau, directrice générale du Mouvement allaitement du Québec (MAQ). Seul(e)s les bébés prématuré(e)s né(e)s à 32 semaines ou moins peuvent bénéficier d'un don, selon les règlements d'Héma-Québec.

Faute d'autres moyens publics, des mères se tournent alors vers le partage informel de lait, explique la

directrice du MAQ. Une situation stressante, reconnaît Élixa. Si la pratique n'est pas illégale en l'absence d'échange financier, elle demeure néanmoins déconseillée par Santé Canada en raison des risques sanitaires qu'elle comporte. « Si je donne ce lait à mon bébé et qu'elle tombe malade, j'ai peur qu'on me tape sur les doigts à l'hôpital », confie Élixa.

Transmission de virus comme l'hépatite B, C ou le VIH, présence de médicaments, de drogues ou de contaminants bactériens dans le lait : les risques sont bien réels, souligne M^{me} Michaud-Létourneau. « Toutefois, il ne faut pas oublier que c'est une pratique qui est vieille comme l'humanité », souligne-t-elle.

Face à l'absence de directives gouvernementales claires pour encadrer le partage de lait, le MAQ informe les familles sur des méthodes de réduction des risques, comme la pasteurisation maison, qui consiste à chauffer le lait pour tuer les microorganismes.

« Le lait issu de la banque publique de lait maternel sert de traitement pour les bébés prématurés », précise Marie-Claude Chouinard,

chefe du laboratoire de cellules souches et de lait maternel chez Héma-Québec. Depuis 2014, l'organisme est investi d'un mandat gouvernemental précis : prévenir l'entérococolite nécrasante, une maladie intestinale potentiellement mortelle chez les nourrissons nés à 32 semaines ou moins.

Si Héma-Québec peut répondre « amplement » aux besoins des prématuré(e)s les plus jeunes, l'institution ne peut pas élargir elle-même les critères pour assurer l'accès aux plus âgé(e)s, souligne M^{me} Chouinard, citant la nécessité d'un mandat du gouvernement provincial. Pour les bébés nés après 32 semaines, les portes de la banque publique restent donc closes.

Pour celles qui ont recours au partage informel, la crainte des risques s'efface souvent devant la « bienveillance de la communauté ». Alexandra, dont le fils est aujourd'hui âgé de cinq mois, se souvient de femmes heureuses d'aider, sans contrepartie. Une générosité qui, pour beaucoup, repose sur la confiance. « C'est une forme de solidarité maternelle », résume Élixa. 📧



CULTURE

Chronique

Silence sur nos écrans



ERIKA LAURENDEAU ECHAVARRÍA

« Pourquoi utilises-tu les produits de Fenty Beauty si ce n'est pas Palestine safe? » C'est le commentaire que j'ai laissé sous une diffusion en direct sur TikTok d'une influenceuse de beauté américaine. Elle évite ma question. Silence radio.

Peu de temps après le 7 octobre 2023, j'ai commencé à me renseigner sur les entreprises de beauté qui soutiennent la cause palestinienne. C'est à ce moment que j'apprends que la compagnie de Rihanna, Fenty Beauty, opère sous le groupe de luxe LVMH.

En 2021, son président, Bernard Arnault, a investi dans la société de cybersécurité d'origine israélienne Wiz. Un an plus tard, LVMH verse plus de 90 millions de dollars à un laboratoire de production de diamants situé à Rehovot, en Israël. Une ville qui accueillait au sud-ouest, avant le dépeuplement de 1948 effectué par l'armée israélienne, le village palestinien de Zarnuqa. De nombreuses familles résidant sur ces terres ont été forcées à quitter leur maison, certaines ont même été tuées.

LVMH soutient économiquement une entreprise se trouvant en territoire occupé et donc choisit de ne pas remettre en question le problème fondamental des colonies d'Israël.

Ainsi, le boycottage prend tout son sens : refuser de financer, c'est pour moi une manière de s'opposer aux actions d'Israël.

À mon avis, les influenceurs et influenceuses n'osent pas dénoncer les marques soutenant Israël par « peur d'être trop politique ». Pourtant, lorsqu'on y pense, maintenant, toute action, même la plus banale, s'avère comme étant « politique ». Acheter un fard à joues de Fenty Beauty comparativement à Huda Beauty, qui appuie ouvertement la Palestine, en est un exemple.

Lorsque les créateurs et créatrices font la promotion d'une marque ou d'un produit, ils et elles détiennent un pouvoir important : la confiance du public. Selon une étude de *Matter Communications* réalisée en 2023, près de 69 % des consommateurs et consommatrices accordaient davantage de crédibilité à ceux et celles qui créent du contenu en ligne plutôt qu'aux entreprises elles-mêmes.

Grand merci au lien parasocial, cette illusion d'une fausse proximité unilatérale fait croire à plusieurs abonné(e)s qu'ils et elles sont important(e)s aux yeux des personnes créatrices de contenu. Toutefois, dans les faits, les abonné(e)s ne sont qu'un public à monétiser.

Considérant que ceux et celles qui prennent d'assaut nos fils d'actualité disposent d'un tel pouvoir d'influence, pourquoi n'utilisent-ils et elles pas leur plateforme pour aborder les problèmes sociétaux? Le fait de ne pas se prononcer signifie, à mes yeux, ne pas avoir d'avis sur un enjeu. En discutant avec Tristan Boursier, stagiaire postdoctoral au Centre de recherche interdisciplinaire sur la diversité et la démocratie de l'UQAM, je réalise que j'ai tort.

Éviter de partager son point de vue sur les réseaux sociaux ne veut pas dire qu'on est apolitique. Néanmoins, « le fait de silencier [un enjeu] peut potentiellement impliquer un soutien passif », relève M. Boursier. Parce que oui, le silence est un positionnement politique.

S'abstenir de parler publiquement d'une question peut également être purement lié à un raisonnement économique. D'après M. Boursier, lorsque les influenceurs et influenceuses affirment une opinion, cela « peut leur fermer de potentiels clients ».

Être préoccupé(e) par l'argent semble être la raison pour laquelle certaines personnes choisissent le silence. À mon avis, ils et elles sont simplement le produit de notre société capitaliste. Les rares fois où les influenceurs ou influenceuses choisissent de se prononcer, certain(e)s doivent parfois même se censurer pour éviter de recevoir des messages haineux. Bien évidemment, quelles sont les personnes les plus victimes? Les femmes.

Selon M. Boursier, les médias sociaux viennent amplifier les oppressions que certaines personnes vivent dans la société. Donc, la misogynie à laquelle fait face une femme dans son quotidien se manifeste de manière encore plus intense en ligne. Peut-être que c'était le cas de mon influenceuse américaine. Craignait-elle des représailles en répondant à ma question? Je la comprends et je ne peux pas réellement lui en vouloir. Je ne serais jamais capable de faire comme ces influenceuses : continuer de publier du contenu en ligne lorsque ma boîte de messages est pleine à craquer de menaces de mort et d'insultes. Imaginez-vous le poids énorme qu'elles doivent porter.

Donc, qui devrais-je réellement blâmer pour son silence? Est-elle réellement responsable? ❖



AURÉLIE LACHAPELLE

Connue pour ses habits éclatants et colorés, la marque Joshua Perets a changé de ton. Depuis 2021, la ligne de vêtements vend désormais du *loungewear* aux teintes neutres et aux logos discrets. Assiste-t-on à un « *soft relaunch* »? Oui, selon un expert de la mode. Mais les adeptes de la mode sont-elles au rendez-vous? Pas vraiment, juge-t-il...

Au début des années 2000, la marque de vêtements Joshua Perets était l'incarnation même de la mode dans les cours d'école. Les cotons ouatés aux couleurs vives affublés d'énormes logos en forme de chien provoquaient jalousie et admiration. La fille la plus populaire de l'école s'habillait sans doute exclusivement là-bas. Hélas, si cette même jeune étudiante rendue à l'université décide de porter du Joshua Perets pour aller à son cours d'éducation physique, va-t-elle faire tourner des têtes? Va-t-elle provoquer la jalousie?

Aujourd'hui, Joshua Perets vend des vêtements mous et unis, mais garde une touche de loyauté en vendant des joggings avec le nom de la marque écrit sur les fesses, ce qui faisait aussi fureur jadis.

En 2010, Eve Livernois était au primaire. Cette férue de la mode se rappelle des « classiques t-shirts avec le gros logo du chien, des couleurs vraiment *flash* et du gros contraste », que portaient les filles *cool* de l'école. Mais les vêtements chez Joshua Perets étaient chers et Eve ne pouvait pas se les permettre.

Son rêve est comblé lors de sa sixième année, à Noël, lorsque son grand-père lui offre son premier chandail de la marque. « J'étais extrêmement fière de porter ça. Ça me permettait de me fondre dans la masse des autres filles populaires

et *cool* », se remémore Eve. Porter du Joshua Perets, c'était sa manière de signifier qu'elle était « comme les autres » ou qu'elle n'était « pas dans la pauvreté », elle qui vient d'une famille monoparentale.

Au début du secondaire, au tournant des années 2010, elle y a même acheté ses premiers sous-vêtements, marquant le tournant entre l'enfance et l'adolescence. Entre la deuxième et la troisième année du secondaire, la mode passe. « Les magasins ont juste disparu », affirme-t-elle. Eve a continué à magasiner à d'autres endroits populaires à cette époque, comme Urban Planet ou Garage.

Guillaume Girard, professeur en marketing de mode au Collège Lasalle, voit dans l'évolution du style associé à Joshua Perets un changement d'utilisation des canaux de communication. La marque applique, depuis son repositionnement en 2021, le modèle « *direct to consumer* », ou vente directe au client ou à la cliente.

Les compagnies « *direct to consumer* » ont souvent un modèle de distribution exclusivement en ligne. « On réduit les intermédiaires parce qu'on n'a pas besoin d'une infrastructure logistique complexe, car on livre directement à la personne plutôt que de livrer dans un

JOSHUA PERETS

De la mode Y2K à épurée



ILLUSTRATION : ALLYSON CARON-PELLETIER ET LAVLA BECHOU, MONTRÉAL CAMPUS

Les anciens morceaux de vêtements de Joshua Perets étaient plus colorés.

magasin », explique M. Girard. La présence physique reste une publicité phare pour une marque et Joshua Perets souffre de la fermeture de plusieurs de ses boutiques, estime-t-il. Au lieu d'aller cibler des nouvelles consommatrices, la compagnie vise à parler à des gens qui la connaissent déjà. Elle passe principalement par le Web, bien qu'elle ait trois magasins au Québec (Carrefour Laval, Promenades St-Bruno, Place Laurier).

Donc, la marque essaye de développer une esthétique plus moderne, qui représente davantage le désir des fidèles consommatrices de l'époque, qui sont aujourd'hui dans la vingtaine, explique M. Girard. « On n'annonce pas "Joshua Perets is back", on nous dit juste "On a des *new arrivals*" », analyse-t-il. Mais on ne peut pas vraiment dire que ces consommatrices ont suivi, croit-il. « C'est quand même encore un petit peu niche. Joshua Perets n'a plus l'influence qu'elle avait avant », selon Eve.

Si on regarde la bibliothèque de publicités de Meta, Joshua Perets a, en date du mois d'avril, trois publicités actives, ce qui est très peu, selon Guillaume Girard. « J'ai fait mes recherches et je n'ai pas vu de grandes offensives » publicitaires.

Nous assistons à un « *soft relaunch* », une relance en douceur de la marque, poursuit-il. La marque montréalaise a été lancée en 1998. « Nous avons été un peu discrets pendant un certain temps, mais nous sommes de retour en force! », peut-on lire sur son site.

« C'est sûr que je préfère le style d'avant », dit Eve, qui se qualifie de grande nostalgique. C'est à croire que Joshua Perets n'a pas réussi à surfer sur la vague nostalgique de 2016, qui a fait fureur sur les réseaux sociaux dans les dernières semaines. ❖



PHOTO : LAVLA BECHOU, MONTRÉAL CAMPUS

Le Carrefour Laval accueille une des trois boutiques Joshua Perets du Québec.



CULTURE

INCLUSIVITÉ

La grande invisible du cinéma québécois

La langue des signes québécoise est peu présente dans le 7^e art d'ici



VALENTIN NUCCI

Les diverses formes d'adaptation en langue des signes québécoise (LSQ) peinent encore à faire leur place dans les salles obscures québécoises, a pu constater le *Montréal Campus*, qui a fait l'inventaire des options offertes aux personnes sourdes ou malentendantes d'ici.

Deux outils existent dans la province pour offrir une expérience cinématographique adaptée aux 223 270 Québécois(e)s sourd(e)s ou malentendant(e)s qui composent 3,3 % de la population, selon le dernier recensement du gouvernement du Québec.

D'abord : les sous-titres intégrés directement en bas de l'écran. Idéale pour les plateformes de diffusion en continu, cette option est peu utilisée dans les salles de cinéma québécoises, puisqu'elles la proposent essentiellement pour les films d'une autre langue que le français ou l'anglais. Ensuite, le système de visionnement à sous-titres codés de l'entreprise Cineplex est une possibilité non négligeable, mais limitée pour les personnes qui ont une insuffisance auditive.

Cette technologie appelée CaptiView offre à la personne spectatrice un petit écran muni d'un bras flexible inséré dans le porte-gobelet, ce qui permet d'afficher les sous-titres du film en direct.

Une inclusion partielle

Cineplex souligne toutefois des exceptions qui brident l'accessibilité en tout temps. « Si le distributeur ou le studio ne fournit pas de version sous-titrée, cette option n'est malheureusement pas disponible », stipule son site internet.

Selon Audition Québec, organisme gouvernemental, la majeure partie des grosses productions américaines s'avère ainsi compatible avec CaptiView. À l'inverse, pour la plupart des productions québécoises ou francophones, le système est peu accessible. Dans les cas rares où cette technologie est proposée, certain(e)s jugent la machine difficilement accommodable. C'est le cas de



ILLUSTRATION : ÉMILE ARSENAULT-LANIEL, MONTRÉAL CAMPUS

Sur la photo, la personne fait le signe « cinéma » en LSQ, rappelant que certaines personnes sourdes ou malentendantes aimeraient qu'un(e) interprète LSQ apparaisse en bas à droite de l'écran pour traduire les films en temps réel et ainsi leur permettre d'écouter des films dans « leur langue ».

l'employée et chargée de projets de Cinéall, Shirley Yu. « Ce n'est pas confortable. La machine n'est pas stable », explique-t-elle au *Montréal Campus*.

L'entreprise Cinéall, créée en 1999 et composée uniquement d'employé(e)s sourd(e)s ou malentendant(e)s, est spécialisée dans la production et l'adaptation de projets audiovisuels dédiés aux personnes avec une déficience auditive. « Notre vision, c'est d'améliorer le pont entre la culture entendant(e) et la culture sourde », soutient le fondateur de Cinéall, Sylvain Gélinas, lui-même sourd de naissance.

Les échanges entre le *Montréal Campus* et M^{me} Yu et M. Gélinas ont été permis grâce aux services d'une interprète par vidéo à distance.

Au-delà de l'accès limité du CaptiView pour les productions cinématographiques québécoises, les sous-titres peuvent représenter un frein inéluctable pour de nombreuses personnes ne lisant pas le français, les condamnant ainsi à s'éloigner de ce loisir attrayant. « [Pour] une partie des sourds, la lecture et

l'écriture, c'est difficile. La langue des signes, c'est leur langue », affirme M. Gélinas.

Peu développée au Québec, la présence de la langue des signes au cinéma se révèle plus courante aux États-Unis, permettant une plus grande accessibilité et inclusion, constate M^{me} Yu. Récemment, *Coda* a été lauréat du meilleur film lors de la cérémonie des Oscars de 2022 et s'est notamment démarqué par ses dialogues en langue des signes américaine et sa distribution alliant acteurs et actrices entendant(e)s et sourd(e)s.

Concernant le Québec, Shirley Yu et Sylvain Gélinas regrettent profondément le « manque » d'interprétations en LSQ au sein de l'industrie cinématographique québécoise. « C'est vraiment rare. Avoir une production, un film qui a été interprété à 100 % en langue des signes québécoise, ça n'a pas été fait encore », témoigne M. Gélinas.

M^{me} Yu désirerait par ailleurs que les plateformes de diffusion en continu proposent l'option de faire apparaître un(e) interprète qui s'affiche dans le coin inférieur de l'écran pour tous les films.

Cette réalité encore utopique n'empêche pas le Québec de souffrir une nouvelle fois de sa comparaison avec les voisins américains ou français qui offrent des options nettement plus avancées dans l'incrustation d'un(e) interprète pour certains films, avancent M^{me} Yu et M. Gélinas.

Coopérer pour créer

La valorisation de la LSQ au cinéma doit se faire par la convergence des talents et la collaboration entre entendant(e)s et sourd(e)s, estime Sylvain Gélinas, qui coopère régulièrement avec des personnes entendant(e)s pour certains de ses projets. Cinéall a la possibilité d'engager un(e) interprète pour faciliter les échanges dans le travail, un service financé en partie par le gouvernement du Québec.

« On commence à avoir plus de fonds. Ce n'est pas nous qui allons déboursier de notre poche », souligne M. Gélinas. Cinéall doit transmettre auprès du gouvernement provincial le nombre d'heures passées avec des personnes entendant(e)s pour

pouvoir profiter de cet apport financier. « Il va y avoir un montant alloué pour la dépense du service d'interprétation », précise le fondateur de Cinéall.

Toujours selon lui, le problème s'inscrit dans un contexte plus large, qui dépasse le cinéma. Alors que de nombreuses langues des signes dans le monde sont reconnues comme des langues officielles, la LSQ pâtit de son statut non officiel.

La LSQ « est reconnue comme une langue d'usage par la communauté, mais pas comme une langue officielle », s'agace M. Gélinas, qui espère toujours la reconnaissance de la LSQ par le gouvernement. « On ne voit pas [la surdité] à travers la société. On est noyé dans les langues parlées », déplore le fondateur de Cinéall.

Pour Sylvain Gélinas, la lutte pour une meilleure reconnaissance de la langue et représentation de la communauté sourde au cinéma est un perpétuel combat. « On essaie vraiment de se rallier puis de se battre, de faire pression auprès du gouvernement pour expliquer tout ça, mais c'est difficile. »

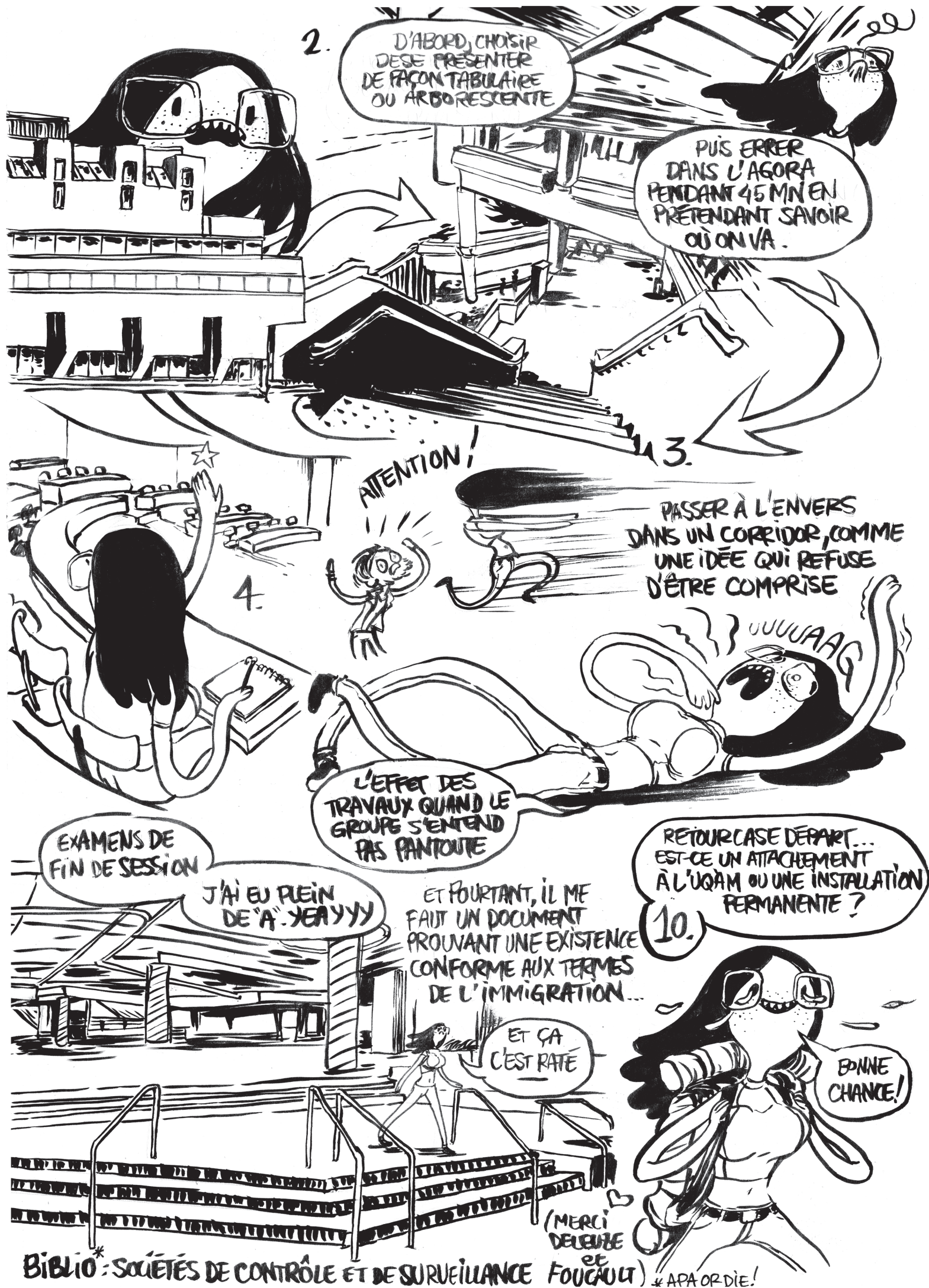
BANDE DESSINÉE

Le *Montréal Campus* ouvre ses pages à Maud Amoretti, étudiante et bédéiste



« VITAMINE L »

Extrait d'une bande dessinée qui sera publiée par Hurlantes éditrices au printemps 2027





COBAYES

S'entraîner avec un bébé, tout un sport!



JADE TRUELLE

La chaîne de gyms montréalaise Le Vestiaire propose des cours de groupe aux futurs ou très jeunes parents. Poids adaptés, temps alloué à l'allaitement et ambiance décontractée : le fonctionnement des cours « Moms and Dads » est pensé spécialement pour les parents accompagnés de leurs bébés.

À travers les haltères et les tapis de course, une collaboratrice du *Montréal Campus* a participé à l'un de ces cours avec son fils de 18 mois, Edgar. Est-il vraiment possible de s'entraîner avec un poupon? Quelle est la dynamique entre les participant(e)s et leurs enfants? Un balado à écouter en numérisant le code QR à droite.

« Ça enlève
l'isolement que
les mamans
vivent »

Sabrina Verrette,
entraîneuse au gym
Le Vestiaire



PHOTO : ALLYSON CARON-PELLETIER, MONTRÉAL CAMPUS

Pendant les entraînements « Moms and Dads » du Vestiaire, c'est le personnel entraîneur qui s'occupe des bébés.

Je suis devenu végétalien du jour au lendemain



PHOTO : KILIAN BEAUSCHESNE, MONTRÉAL CAMPUS

Notre journaliste a appris à cuisiner la protéine végétale texturée, indispensable pour les végétalien(ne)s.



PIERRE-ALEXANDRE LAROUCHE

Avec le dérèglement climatique, certain(e)s sont tenté(e)s de modifier leurs habitudes alimentaires pour donner un répit à la planète. Est-il possible de réaliser un basculement de régime alimentaire vers le végétalisme en un mois? À titre de cobaye, notre journaliste et co-chef pupitre au Radio Campus Pierre-Alexandre Larouche s'est prêté au jeu en devenant végétalien pendant trente jours. Envies subites de manger de la viande, démotivation pour le végétalisme, difficultés à trouver des recettes végétaliennes : Pierre-Alexandre a-t-il réussi son défi? A-t-il gardé ses habitudes végétaliennes après son expérience? Écoutez son balado pour connaître la réponse!



« J'ai cédé : j'ai
mangé deux
ailes de poulet
au Super Bowl »

Pierre-Alexandre
Larouche,
chroniqueur



REPORTAGES

ManKind Project au service des hommes



PHOTO : KILIAN BEAUCHESNE ET ALLYSON CARON-PELLETIER, MONTREAL CAMPUS

Les personnes présentes cherchent à connecter et à créer une fraternité. Aux rencontres, tous les hommes sont les bienvenus.



FÉLICITÉE AUDET
ET CAMÉLIE BOURRET

« Êtes-vous prêt à réveiller l'homme que vous voulez être? », c'est ce qu'affiche le site Web de ManKind Project. Actif dans une vingtaine de pays, cet organisme a pour objectif de « développer un sentiment de masculinité sain et mature ». Retraites, groupes de discussion et ateliers relationnels sont au menu, entre hommes seulement. D'autres groupes de parole sans femmes, comme Écoute Entraide, offrent des rencontres de soutien hebdomadaires gratuites.

Le *Montréal Campus* s'est entretenu avec ces deux organismes pour comprendre l'attrait de ces cercles de parole. Un reportage à visionner en numérisant le code QR à droite.

« Pour moi, [ManKind Project] c'est un espace qui est vraiment sacré pour le masculin »

Gregori Beaudoin,
facilitateur pour
ManKind Project



Suivez-nous sur nos plateformes



@instamontrealcampus



@montrealcampus



Radio Campus

Wegovy attire l'attention à Berri-UQAM



JULIETTE BENOÎT
ET FLORA PAQUET

Pendant les premiers mois de l'année, la compagnie pharmaceutique Novo Nordisk a placardé les murs et les tourniquets de la station de métro Berri-UQAM de nombreuses publicités de Wegovy.

Ce médicament n'est pourtant pas disponible en vente libre, étant destiné aux diabétiques de type 2 et aux personnes atteintes d'obésité.

Le *Montréal Campus* s'est entretenu avec des médecins et des expert(e)s de la publicité afin de comprendre le phénomène et ses conséquences sur les usagers et usagères du métro. Un reportage à visionner en numérisant le code QR à droite.



« On oublie que ces entreprises pharmaceutiques sont là pour faire de l'argent »

Vincent Fournier,
professeur en communication
publique à l'UQAM



ILLUSTRATION : CHARLES DESSUREAULT, MONTREAL CAMPUS

Pour la docteure Michelle Houde, afficher des publicités dans un environnement aussi diversifié que la station Berri-UQAM pose des risques importants sur la perpétuation d'une culture de la minceur.

Chronique

Le sport féminin, en deuxième place



ROMY CLERMONT

« On va aussi devoir inviter l'équipe féminine. Si je ne le faisais pas, je pense que je risquerais probablement d'être destitué. » Cette phrase, c'est le président américain Donald Trump qui l'a prononcée lors d'un appel téléphonique avec l'équipe américaine de hockey masculin, quelques moments après qu'elle ait gagné la médaille d'or aux Jeux olympiques de Milan-Cortina.

À la place de défendre leurs collègues femmes, les athlètes réunis autour du téléphone ont ri à la blague sans goût de leur président. Pourtant, quelques jours auparavant, les membres de l'équipe féminine se voyaient attribuer cette même médaille. Leur récompense? Des moqueries à leur égard sorties directement de la bouche du dirigeant du pays qu'elles représentent fièrement.

Si cet événement me prouve quelque chose, c'est qu'aux yeux du public, les exploits sportifs féminins ne sont jamais aussi impressionnants que ceux des hommes. Douces, soumises et faibles, voilà ce que doivent être les femmes et les personnes assignées femmes à la naissance (AFAN) selon les rôles de genre.

Si vous pensez que cette attente sociétale n'est plus, vous n'avez qu'à prêter attention au discours que tiennent beaucoup trop de personnes sur le sport féminin. Bien qu'elle ait changé dans les dernières années, l'idée que le sport « est une affaire de gars » est encore bien présente.

Les athlètes féminines professionnelles, surtout celles qui pratiquent des sports dominés par les hommes, comme le hockey ou le soccer, dérangent. Leur existence défie le statu quo. Elles sont le portrait de ce qu'une femme ne devrait pas être dans une vision patriarcale traditionnelle : résilientes et dotées d'une force physique impressionnante. Lorsqu'elles se démarquent dans leurs sports, elles voient leur succès immédiatement minimisé. Oui, on reconnaît qu'elles sont bonnes, mais on doit souvent ajouter qu'elles sont bonnes « pour des femmes ».

« Le sport féminin, c'est moins éprouvant que ce que les hommes font. C'est sûr que c'est plus facile de gagner quand tu es une femme, m'a déjà dit un proche. Selon lui, les femmes seraient naturellement moins fortes et moins bagarreuses. Ainsi, il serait plus facile de remporter une partie pour une équipe féminine que pour une équipe masculine. Lorsque je parle de regarder une partie de la Victoire, l'équipe

montréalaise de hockey féminin professionnel, à certains admirateurs et certaines admiratrices de sports de mon entourage, je me fais dire que ce n'est pas aussi divertissant que de regarder un match des Canadiens. Lorsque je leur demande pourquoi, ils et elles me répondent que les femmes ne sont pas assez agressives quand elles jouent et que « c'est plate » à regarder.

Ces personnes, pour la plupart, ne sont pas intrinsèquement sexistes ou misogynes. Cependant, les arguments bio-essentialistes qu'elles utilisent pour justifier leur manque d'intérêt face aux sports féminins le sont. Une athlète devrait pouvoir être reconnue pour son talent, ses efforts constants et ses victoires, sans qu'on la réduise à des stéréotypes de genre.

Autre constat : lorsqu'une athlète féminine se distingue significativement de ses paires, il faut immédiatement comparer son succès à celui d'un homme.

Je pense surtout à la joueuse de hockey Marie-Philip Poulin, devenue cette année la meilleure buteuse de l'histoire olympique. Au début de sa carrière, elle s'est vite fait connaître par son talent indéniable. Les médias l'ont surnommée « la Sidney Crosby du hockey féminin » en référence au



PHOTO : ALLYSON CARON-PELLETIER, MONTRÉAL CAMPUS

Notre chroniqueuse dénonce un double discours quant au sport féminin.

capitaine des Penguins de Pittsburgh. Ce surnom la suit jusqu'à ce jour.

Comme dans beaucoup de domaines, la réussite masculine est le paramètre par défaut dans le monde du sport. Ainsi, dès qu'une athlète féminine se démarque ou bat un record, son succès est immédiatement rattaché à celui de ses homologues masculins.

À première vue, ces comparaisons semblent positives, mais elles sont une autre façon de minimiser les exploits des sportives. On ne dirait jamais que Sidney Crosby, ou

aucun autre joueur professionnel, est le Marie-Philip Poulin du hockey masculin. N'oublions pas que le discours sexiste et réducteur qui entoure le sport féminin est nocif.

Il a été longtemps utilisé pour justifier le manque de couverture médiatique et de financement accordé aux ligues, aux équipes et aux athlètes féminines.

Collectivement, il faut changer nos propos afin d'accorder une place adéquate aux femmes et aux personnes AFAN dans le monde sportif professionnel. ❖

DEPUIS 1967

CAFÉ CAMPUS

BOÎTE DE NUIT • SALLE DE SPECTACLE • COOP DE TRAVAIL

VIENS FAIRE LE PARTY AVEC NOUS
4 JOURS / SEMAINE

MARDIS RÉTRO

JEUDIS 2000

WEEK-ENDS XL

Billets

57 PRINCE-ARTHUR EST.MTL • SHERBROOKE • SAINT-LAURENT

Votre horoscope uqamien



Par Estelle Stellaire et Pierre-Astre Aubry, astrologues depuis 1964

Bélier (21 mars au 20 avril)



Régler vos problèmes de façon diplomatique n'est pas votre première qualité. Essayez d'apprendre une nouvelle langue comme Michael Rousseau, cela pourrait vous aider.

Taureau (21 avril au 21 mai)



Vos talents de négociation vous permettront de persuader le Ginkgo de reporter la fermeture de sa cuisine à plus tard que 18h30. En amour, n'hésitez pas à fréquenter les activités parascolaires uqamiennes... Sait-on jamais.

Gémeaux (22 mai au 21 juin)



Vous êtes curieux et curieuses de nature. Ne refoulez pas votre envie de vous vêtir d'un survêtement Joshua Perets des années 2000. Or, ça n'empêchera pas vos camarades de soupçonner que vous participez au Troll Campus...

Cancer (22 juin au 22 juillet)



Si vous voulez rapidement percer dans votre domaine, adoptez la robe à pois et abandonnez toute langue vernaculaire au profit du rock microtonal. Vous seul(e)s détenez le pouvoir de réveiller les escaliers roulants endormis de l'université.

Lion (23 juillet au 22 août)



Votre tendance à vouloir tout contrôler vous amènera à diriger une rébellion féroce contre les courriels automatiques d'alarmes de feu des résidences René-Lévesque.

Vierge (23 août au 22 septembre)



Votre souci du détail pour trouver la coupe de cheveux idéale se transformera en imitation bancaire du style capillaire du recteur de l'université.

Balance (23 septembre au 22 octobre)

Votre indécision flagrante et maladive se répercutera dans votre engagement politique digne de la transfuge Maïté Blanchette-Vézina. Choisissez votre circonscription avec soin!



Scorpion (23 octobre au 22 novembre)

En ce printemps tardif, une conversion au véganisme vous ferait assurément du bien... ou pas. En amour, êtes-vous plus Christine ou Bernard?



Sagittaire (23 novembre au 21 décembre)

Votre odorat ne répondra désormais qu'à l'odeur des petites patates frites de la cafétéria. En finance, vendre votre lait maternel semble être une option lucrative.



Capricorne (22 décembre au 20 janvier)

Vous êtes à jamais immunisé(e) contre les indigestions alimentaires causées par une dépendance au VUA. Dans un élan de compassion, vous adopterez un singe nommé Pinch.



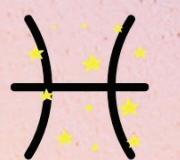
Verseau (21 janvier au 19 février)

Reconstruire votre vie sera aussi laborieux que la rénovation du carrefour souterrain de l'UQAM. L'envie vous prendra subitement de poursuivre une maîtrise à la Faculté des sciences de l'université.



Poissons (20 février au 20 mars)

Vous serez saisi(e) d'une ardeur militante digne de celle de Catherine Dorion et ses Dr. Martens. Votre volonté de fer vous permettra de résister à la tentation de Wegovy lors de votre passage à Berri-UQAM.



TU AS UN PROJET BALADOS?

INSCRIS-TOI



13 avril au 1er mai

Écris-nous: programmation@choq.ca